

F. 92 — 1021

[C — 27162]

**19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 48 et l'article 76, y insérés par la loi du 19 juillet 1970;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre du Budget pour la Région wallonne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1978, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications à apporter à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, consistent en des adaptations techniques qui visent à préciser la portée de certaines dispositions, dont l'entrée en vigueur doit coïncider avec le premier jour de l'année civile, les conditions d'octroi de la prime prenant en compte les revenus des demandeurs, et que, dès lors, il est nécessaire que les modifications interviennent le jour même où change l'année de référence des revenus pris en compte;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** A l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au 5<sup>o</sup>, le premier alinéa est complété comme suit :

« ou l'enfant qui, sur présentation de preuves, est considéré à charge par le Ministre ».

2. Au 7<sup>o</sup>, le deuxième alinéa est remplacé par le dispositif suivant :

« Il est dérogé à la condition de première occupation visée au premier alinéa, lorsque la demande de prime ne concerne que des travaux visés à l'annexe 1, B, n<sup>o</sup> 18, ou, sur avis de l'administration soumis à l'approbation du Ministre, des travaux rendus nécessaires par un sinistre. »

3. Le 9<sup>o</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun. »

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1. Au § 1<sup>er</sup>, les mots « aux particuliers une prime à la réhabilitation des logements reconnus insalubres améliorables » sont remplacés par les mots « une prime à la réhabilitation des logements reconnus insalubres améliorables, aux particuliers qui réhabilitent un logement reconnu insalubre améliorable ».

2. Le § 4 est remplacé par le dispositif suivant :

« § 4. Pour quelques travaux que ce soit effectués au même logement, la prime ne peut être cumulée avec les avantages accordés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public, pour ce qui concerne la prime à la construction, et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991, instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public, pour ce qui concerne la prime à la construction. »

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1. Au 6<sup>o</sup>, a, premier tiret, les mots « soit occuper à titre principal le logement », sont remplacés par les mots : « soit occuper le logement à titre de résidence principale ».

2. Au point 6<sup>o</sup>, a, deuxième tiret, entre les mots « location » et « et » sont insérés les mots « à titre de résidence principale ».

3. Au point 6<sup>o</sup>, a, troisième tiret, entre les mots « à titre gratuit » et « le », sont insérés les mots « et à titre de résidence principale ».

**Art. 4.** L'article 4 du même arrêté est complété comme suit :

« § 8. Toute demande introduite en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la restructuration de logements insalubres et à la création de logements à partir de bâtiments à usage non résidentiel vaut demande valablement introduite en application du présent arrêté, pour autant qu'elle satisfait aux conditions requises par cet arrêté. »

**Art. 5.** A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1. Au § 2 entre les mots « si » et « le », sont insérés les mots « à la date de la demande ».

2. Au § 6, cinquième alinéa, les mots « soit le dernier logement occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement », sont remplacés par les mots « ait été occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement pendant au moins six mois au cours des deux années précédant la date de la demande ».

**Art. 6.** A l'article 8, § 1er, troisième alinéa, du même arrêté, le mot « payée » est remplacé par le mot « exigée ».

**Art. 7.** A l'annexe 1, A, du même arrêté, le point 1, c, 1., est remplacé par la disposition suivante :

« 1. L'éclairage naturel, par une surface de baies vitrées inférieure :

— au 1/8e ou au 1/10e de celle de la superficie du plancher du local de jour considéré, selon que l'éclairage de cette pièce est assuré ou non par une baie située dans un mur vertical;

— au 1/10e ou au 1/12e de celle de la superficie du plancher du local de nuit considéré, selon que l'éclairage de cette pièce est assuré ou non par une baie située dans un mur vertical. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

### ÜBERSETZUNG

D. 92 — 1021

[C — 27162]

19. DEZEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 48 und des Artikels 76, darin eingefügt durch das Gesetz vom 19. Juli 1976;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts für die Wallonische Region;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Abänderungen, die in den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen vorzunehmen sind, aus technischen Anpassungen bestehen, die zur Festlegung der Bedeutung gewisser Bestimmungen, deren Inkrafttreten mit dem ersten Tag des Kalenderjahres zusammenreffen soll, bestimmt sind; die Bedingungen für die Gewährung der Prämie ziehen die Einkommen der Antragsteller in Betracht, deshalb ist es notwendig, daß die Abänderungen am Tag, wo das Berichtsjahr der in Betracht gezogenen Einkommen ändert, eingreifen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen werden die folgenden Abänderungen vorgenommen :

1. In 5<sup>o</sup> wird der erste Absatz wie folgt ergänzt :

« oder das Kind, das vom Minister gegen Abgabe von Beweisen als unterhaltsberechtigtes Kind betrachtet ist ».

2. In 7<sup>o</sup> wird der zweite Absatz durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Von der im ersten Absatz erwähnten Bedingung in bezug auf die erste Bewohnung wird abgewichen, wenn der Prämienantrag nur Arbeiten betrifft, die in Anlage 1, B, Nr. 18, erwähnt sind, oder Arbeiten betrifft, die auf zur Genehmigung des Ministers vorgelegtem Gutachten der Verwaltung als Folge einer Katastrophe erforderlich sind. »

3. Der 9<sup>o</sup> wird durch den folgenden Absatz ergänzt :

« Die Antragsteller, die steuerfreie Gehälter, Löhne oder Bezüge beziehen, müssen eine Bescheinigung des Einkommenschuldners vorlegen, die die Gesamtheit dieser erhaltenen Gehälter, Löhne oder Bezüge angibt, um die Festlegung der Besteuerungsgrundlage zu ermöglichen, so wie sie erscheinen würde, wenn die betroffenen Einkommen nach dem gemeinrechtlichen System besteuert worden wären. »

**Art. 2.** In Artikel 2 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen :

1. In § 1 werden die Wörter « Privatpersonen eine Prämie für die Sanierung von Wohnungen gewähren, die als verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich anerkannt worden sind » durch die Wörter « Privatpersonen, die eine als verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich anerkannte Wohnung sanieren, eine Prämie für die Sanierung von Wohnungen gewähren, die als verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich anerkannt worden sind ».

2. § 4 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« In bezug auf die Bauprämie darf die Prämie, um welche Arbeiten an derselben Wohnung es sich auch immer handeln möge, nicht zusammen mit den Vergünstigungen bezogen werden, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1987 über die Gewährung von Prämien für den Bau und die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 über die Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen, für den Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, und für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung gewährt werden. »

**Art. 3.** In Artikel 3 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen :

1. In 6<sup>o</sup>, a, erster Strich werden die Wörter « entweder die Wohnung als Hauptwohnsitz benutzen » durch die Wörter « entweder die Wohnung als Hauptaufenthaltort benutzen » ersetzt.

2. In Punkt 6°, a, zweiter Strich werden die Wörter « als Hauptaufenthaltsort » zwischen den Wörtern « Wohnung » und « vermieten » eingefügt.

3. In Punkt 6°, a, dritter Strich werden die Wörter « als Hauptaufenthaltsort » zwischen den Wörtern « Wohnung » und « kostenlos » eingefügt.

Art. 4. Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt :

« § 8. Jeder Antrag, der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von gesundheitsschädlichen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die nicht zu Wohnzwecken dienen gestellt ist, kommt dem Antrag gleich, der im Rahmen des vorliegenden Erlasses ordnungsmäßig gestellt wird, insofern dieser den durch diesen Erlaß vorgeschriebenen Bedingungen genügen. »

Art. 5. In Artikel 6 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen :

1°. In § 2 werden die Wörter « am Tag der Antragstellung » zwischen den Wörtern « wenn » und « die Wohnung » eingefügt.

2. In § 2 fünfter Absatz werden die Wörter « die letzte ist, die der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person bewohnt haben » durch die Wörter « insofern die letzte gewesen ist, die der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person im Laufe der beiden Jahre vor dem Tag der Antragstellung mindestens während sechs Monaten bewohnt haben ».

Art. 6. In Artikel 8, § 1, dritter, Strich desselben Erlasses wird das Wort « ausgezahlt » durch das Wort « verlangt » ersetzt.

Art. 7. In Anlage 1, A, desselben Erlasses wird der Punkt 1, c, 1., durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« 1. auf die Tageslichtbeleuchtung, über eine Fensterfläche, die weniger :

- als 1/8 oder als 1/10 der Fußbodenfläche des in Frage kommenden Tagesraumes beträgt, je nachdem die Beleuchtung dieses Raumes durch eine Fensterfläche gelegen in einer vertikalen Mauer gelegen ist oder nicht;
- als 1/10 oder als 1/12 der Fußbodenfläche des in Frage kommenden Nachtraumes beträgt, je nachdem die Beleuchtung dieses Raumes durch eine Fensterfläche gelegen in einer vertikalen Mauer gelegen ist oder nicht. »

Art. 8. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

Art. 9. Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 92 — 1021

[C — 27182]

19 DECEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 40 en 76, ingevoegd bij de wet van 10 juli 1976;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting voor het Waalse Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijzigingen die aan het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen dienen te worden aangebracht, in technische aanpassingen bestaan met het oog op het verduidelijken van de draagwijdte van sommige bepalingen waarvan de inwerkingtreding met de eerste dag van het burgerlijk jaar moet overeenstemmen, waarbij de toekenningsvoorwaarden van de premie rekening houden met de inkomsten van de aanvragers; en overwegende dat het derhalve geboden is dat die wijzigingen plaatsvinden op de dag waarop het referentiejaar van de in aanmerking genomen inkomsten verandert;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 5°, wordt de eerste alinea aangevuld als volgt :

« of het kind dat, op overlegging van bewijzen, door de Minister als ten laste zijnde wordt beschouwd; ».

2. In punt 7<sup>o</sup> wordt de tweede alinea vervangen door de volgende bepaling :

« Er wordt van de in de eerste alinea bedoelde voorwaarde van eerste bewoning afgeweken wanneer de premieaanvraag alleen betrekking heeft op de werken bedoeld in bijlage 1, B, nr. 18, of, op advies van het bestuur onderworpen aan de goedkeuring van de Minister, op werken die tengevolge van een ramp noodzakelijk zijn. »

3. punt 9<sup>o</sup> wordt aangevuld door de volgende alinea :

« De aanvragers die wedden, lonen of emolumenten genieten welke nationaal niet belastbaar zijn, moeten een attest van de debiteur van de inkomsten overleggen met de geïnde wedden, lonen en emolumenten om de belastinggrondslag te kunnen bepalen zoals zij zou zijn indien de betrokken inkomsten onderworpen zouden zijn aan het belastingstelsel van gemeen recht. »

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In § 1 worden de woorden « een premie aan particulieren toekennen voor de rehabilitatie van woningen erkend als ongezonder verbeterbaar » vervangen door de woorden « een premie voor de rehabilitatie van de woningen erkend als verbeterbaar ongezonder toekennen aan particulieren die een woning erkend als verbeterbaar ongezonder renoveren ».

2. § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De premie mag niet gecumuleerd zijn, welke de werken uitgevoerd aan dezelfde woning dan ook zijn, met de voordelen toegestaan krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1987 betreffende de toekenning van bouwpremies en de toekenning van premies voor de aankoop in het Waalse Gewest van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, voor de vervanging van woningen erkend als onverbeterbare ongezonde woningen en voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen, wat de bouwpremie betreft, en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot instelling van een premie voor de bouw van een woning en de aankoop van een woning toebehorende aan een publiekrechtelijke persoon, wat de bouwpremie betreft. »

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1. In punt 6<sup>o</sup>, a, eerste gedachtenstreep, worden de woorden « hetzij de woning zelf bewonen » vervangen door de woorden « hetzij de woning als hoofdverblijfplaats ».

2. In punt 6<sup>o</sup>, a, tweede gedachtenstreep, worden de woorden « hetzij de woning in huur te geven en » vervangen door de woorden « hetzij de woning als voornaamste woonplaats in huur geven ».

3. In punt 6<sup>o</sup>, a, derde gedachtenstreep, worden de woorden « hetzij die woning kostenloos ter beschikking van » vervangen door de woorden « hetzij die woning kosteloos en als voornaamste woonplaats ter beschikking van ».

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« § 8. Elke aanvraag ingediend met toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de herstructurering van ongezonde woningen en tot oprichting van woningen van uit gebouwen die voor bewoning niet worden bestemd, geldt in het kader van dit besluit als een geldig ingediende aanvraag, voor zover zij aan de door dit besluit vereiste voorwaarden voldoet. »

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In § 2 worden de woorden « op de datum van de aanvraag » ingevoegd tussen de woorden « wanneer » en « de huisvesting ».

2. In § 6, vijfde alinea, worden de woorden « voor zover die woning de laatste woning die de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont hebben bewoond » vervangen door de woorden « voor zover die woning door de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, gedurende ten minste zes maanden gedurende een periode van twee jaar voor de indiening van de aanvraag werd bewoond ».

**Art. 6.** In artikel 8, § 1, derde alinea, van hetzelfde besluit worden de woorden « betaald worden » vervangen door de woorden « gevorderd worden ».

**Art. 7.** In bijlage 1, A, van hetzelfde besluit wordt punt 1, c, 1., vervangen door de volgende bepaling :

« 1. De natuurlijke verlichting door een vensteroppervlak dat minder bedraagt dan :  
— 1/8e of 1/10e van de vloeroppervlakte van het beschouwde dagvertrek naarmate de verlichting van dit vertrek al dan niet door een in een verticale muur gelegen vensteroppervlakte wordt verzekerd;  
— 1/10e of 1/12e van de vloeroppervlakte van het beschouwde nachtvertrek naarmate de verlichting van dit vertrek al dan niet door een in een verticale muur gelegen vensteroppervlakte wordt verzekerd. »

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

**Art. 9.** De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN